

# INTERVENTIONS DE Christian PICQUET POUR LE GROUPE DU FRONT DE GAUCHE

**\* Commission permanente du 21 avril 2011 \***

## Rapport sur la gratuité des formations sanitaires et sociales

En lisant attentivement les considérants de cette délibération, nous constatons que c'est en compensation du désengagement de Pôle emploi que le budget de notre Région doit revoir ses critères de prise en charge des formations sanitaires et sociales de niveau V, pour continuer à en assurer la gratuité.

Vous venez vous-même, à l'instant, Monsieur le Président, de dénoncer une fois de plus cette conséquence du désengagement de l'Etat et du transfert sur nos collectivités de charges qui lui appartient.

Nous sommes donc confrontés à un choix politique pour l'avenir. Ou bien, nous anticipons sur ce à quoi va nous contraindre la politique du gouvernement et nous nous mettons déjà en condition d'envisager de remettre nous-mêmes en cause nos critères de gratuité, on peut lire ainsi l'intervention à l'instant de Madame Iborra, ou nous nous préparons à une action d'ampleur nationale de toutes les collectivités confrontées à ce problème pour imposer au gouvernement le respect du plus élémentaire intérêt général. Le groupe du Front de gauche s'est déjà exprimé à ce sujet.

Notre abstention sur cette délibération est une manière, pour nous, de prendre sur un débat qu'il va nous falloir mener dans la prochaine période.

**Pour info.....**  
**LES PERMANENCES DE  
LA SECTION DU P.C.F. DU  
BASSIN**  
**38 route de Decazeville à Firmi**  
**- 05 65 43 01 18 -**  
**auront lieu désormais**  
**TOUS LES MERCREDIS de**  
**17 H à 19 h 30**

## Rapport concernant les subventions aux écoles privées

Monsieur le Président, cette délibération porte sur l'affectation de crédits subventions proportionnelles d'investissements pour l'aide à la réalisation de travaux en faveur de lycées privés sous contrat.

Parmi ces crédits, on relève la mise en œuvre de la troisième et dernière tranche concernant la reconstruction du nouveau lycée THEAS de Montauban, pour un montant de 1 500 000 euros.

Dans ce cas précis, il ne s'agit pas de subvenir au fonctionnement, mais à l'investissement. Et nous nous trouvons au-delà de ce que la loi, qu'il s'agisse de l'article 69 de la loi Falloux et même des lois Astier et Rocard, créent comme obligations pour les collectivités territoriales.

Je veux ici rappeler que, par une lettre en date du 9 février

que vous avez vous-même adressé au ministre de l'Éducation nationale, Monsieur le Président, à travers le vœu adopté par notre Assemblée plénière du 28 février, et à l'occasion des délibérations de notre dernière Commission permanente, notre institution a dû plusieurs fois s'élever contre la diminution, du fait de la politique d'austérité du gouvernement, des moyens et fonds sociaux des lycées.

**Dans ces conditions, nous voterons contre cette subvention et cette délibération.**

Nous considérons en effet que la Région doit privilégier les établissements publics qui manquent cruellement de moyens, non seulement pour aider les familles en difficulté, mais également pour ce qui est des infrastructures. Inutile ici de rappeler que certains lycées ne disposent même pas de garages à vélo...

Cette utilisation des deniers publics ne nous paraît donc pas s'imposer.

*(le groupe EELV s'est abstenu, PRG PS et Droite ont voté pour)*

**RODEZ CTC** Dispensé de timbrage

**P**  
**PRESSE**

**NON URGENTE**

DISTRIBUEE PAR LA POSTE

Déposé le : 29/04/2011

S.A.E.P. 3 rue Antares  
12 450 LA PRIMAUBE

3 rue Antares 12 450 LA PRIMAUBE - 05 65 69 55 00

Avril/mai 2011  
- N°85 -

Prix de vente : 2 euros,  
Abon. d'un an : 15 euros,  
Soutien : 20 euros et plus...

**DANS L'AVEYRON**  
journal Communiste Aveyronnais

**Mail : pcf-dans-laveyron@wanadoo.fr \* 05 65 69 55 00**  
**Site Internet : www.pcf-aveyron.com**

## **RELANCER L'ESPOIR A GAUCHE !**

Les résultats du scrutin cantonal sont sans ambiguïté, concernant le rejet de la politique gouvernementale et de Nicolas Sarkozy. Confronté à ce rejet, ce dernier joue avec l'extrême droite, prenant le risque antirépublicain d'être lui-même dévoré par la bête immonde qu'il contribue à promouvoir.

Economique et financière, la crise est bel et bien aussi politique ; ce que confirme le fort taux d'abstention qui traduit un fossé qui ne cesse de se creuser entre les attentes de notre peuple et l'offre politique telle qu'elle apparaît aux citoyens, notamment à travers la dictature des grands médias télévisés.

Et ce n'est pas le fade et timoré projet du P.S. pour la présidentielle qui va changer la donne, bien au contraire !

Certes, à ces cantonales, la gauche est devenue majoritaire et dans ce cadre, le Front de Gauche a confirmé une lente, mais non négligeable progression. Cela conforte la stratégie adoptée majoritairement par les communistes. Mais l'heure n'est vraiment pas à l'auto-satisfaction. Le champ politique en France est dévasté. Les luttes, notamment contre la réforme des retraites, ont montré que notre peuple était disponible pour le meilleur, mais pouvait dans le même temps, sombrer dans le pire, faute d'une espérance.

**PRESENTER A NOTRE PEUPLE UNE  
ALTERNATIVE QUI REDONNE ES-  
POIR, L'ESPERANCE DE VRAIES ET  
GRANDES TRANSFORMATIONS DE  
LA VIE DE CHACUN ET DE TOUS,  
VOILA LA SEULE FEUILLE DE ROUTE  
QUE DOIVENT SE DONNER LE P.C.F.  
ET LE FRONT DE GAUCHE**

**Présidentielles et Législatives 2012**  
**UN DOUBLE ENJEU DECISIF Pour l'a-  
venir de notre pays**  
**Pour le devenir de notre parti**



**Voter pour le candidat susceptible de battre  
Sarko ou VOTER POUR le candidat qui  
favorisera un véritable changement ?**

**Extraits de la Résolution du  
Conseil National du P.C.F.  
des 8 et 9 avril 2011**

(...) Les bons résultats du Front de Gauche nous incitent à poursuivre la démarche engagée avec nos partenaires pour crédibiliser un chemin pour sortir la France de la crise et réussir le changement.

Nous vivons, depuis 2008 et la crise financière mondiale, une situation politique exceptionnelle qui a fragilisé l'économie nationale en sacrifiant la production des richesses aux intérêts du capitalisme financier (...)

Au plan international, Sarkozy engage notre pays dans des aventures guerrières, contraires au rôle positif que pourrait jouer notre pays.

- Voir suite en page deux -

## **SOMMAIRE**

Page 1/2 : - Résolution du Conseil National  
- A propos de la candidature (extraits)  
Page 3 : Elections cantonales

Page 4 et 5 : Environnement - Développement durable  
Page 6 : le PCF lance une campagne contre la vie chère  
Page 7 : le projet du PS : ancré à gauche ?  
Page 8 : Conseil régional :  
Interventions du Front de Gauche

## RESOLUTION DU C.N. : suite de la première page

Dans le contexte des échéances de 2012, le Conseil national identifie deux conditions de la réussite :

- La première est que se conclue entre toutes les forces actuelles du Front de Gauche un accord à la hauteur des défis posés par la situation politique actuelle, un accord qui permette à chacune, et toutes ensemble, de s'engager pleinement dans la bataille, où chacun soit respecté et où le Parti Communiste tienne toute sa place.

Après l'adresse aux communistes adoptée en janvier, la délégation du PCF a acté avec nos partenaires un texte portant sur notre ambition politique... Nos ambitions pour les élections législatives sont également partie intégrante des choix que nous voulons arrêter en juin sur les échéances de 2012 et sont elles aussi débattues nationalement. Elles doivent se poursuivre en intensifiant les échanges avec les fédérations, avec les communistes dans les circonscriptions.(...)

- La deuxième condition de la réalisation de notre ambition politique est que le Parti Communiste investisse pleinement la démarche du Front de Gauche, avec toute l'énergie, l'esprit d'initiative et de rassemblement dont il est capable, comme viennent encore de le montrer les cantonales, après la bataille des retraites et bien d'autres avant.

### Le Conseil national verse au débat des communistes les propositions suivantes :

- Construire des fronts autour des grandes urgences sociales, en particulier contre la vie chère.....
- Travailler à l'élargissement de la dynamique du Front de Gauche en mobilisant l'engagement citoyen d'une part croissante des forces vives du pays à travers des assemblées citoyennes ou sous toute autre forme, en construisant dès maintenant des dynamiques de débats, d'ateliers, d'actions, de mobilisations. Nous pourrions par exemple créer des ateliers législatifs pour élaborer, avec les citoyens, dans les circonscriptions, des propositions de lois qui répondent aux attentes populaires.

C'est avec cette ambition de déploiement populaire du Front de Gauche que le conseil national a instruit la question de la candidature à l'élection présidentielle.

### Quatre candidatures sont soumises au débat des communistes : celles d'André Gérin, d'Emmanuel Dang Tran, d'André Chassaigne et de Jean-Luc Mélenchon. ... Le conseil national invite les communistes à faire leur choix, non pas en soutien à une personnalité, mais au regard de deux critères politiques :

- ✓ une volonté, celle d'aboutir à un accord qui permette, à la dynamique que nous avons initiée, de franchir une étape décisive en 2012 ;
- ✓ une exigence claire, celle que le choix d'une candidature respecte les objectifs que nous exprimons dans l'adresse aux communistes adoptée début janvier....

Nous appelons dès maintenant à la tenue d'assemblées générales de communistes pour mener un débat

le plus large possible, permettant la participation de toutes les adhérent-e-s. (...) Chaque fédération décidera de la forme la plus efficace que pourra prendre la mise en commun départementale de ces discussions. ...

LA CONFÉRENCE NATIONALE DES 3, 4 ET 5 JUIN, APRÈS DÉBAT INSTRUIT À PARTIR DE TOUS CES ÉLÉMENTS D'APPRECIATION, ÉLABORERA LE BULLETIN DE VOTE COMPORTANT LA PROPOSITION DE CANDIDATURE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET LES ADHÉRENTS SE PRONONCERONT EN TOUTE SOUVERAINETÉ LES 16. 17 ET 18 JUIN SUR CETTE PROPOSITION.

**Résolution adoptée par le Conseil National des 8 et 9 avril :**  
**Pour : 87 – Contre : 30 – Abstentions : 9**

### A PROPOS DE LA CANDIDATURE :

### **extraits de la déclaration de Pierre LAURENT, secrétaire national du P.C.F.**

(...) les communistes ne souhaitent pas que le Conseil National conclut ce débat qui ne fait que commencer. Mais beaucoup demandent également que la direction nationale donne son avis, non pas sous la forme d'un ultimatum, mais par soucis de transparence démocratique. Ils veulent décider en connaissance de cause.

C'est justifié. J'estime donc de ma responsabilité de livrer aujourd'hui mon opinion. Je me suis tenu au calendrier fixé en commun. J'ai progressivement construit mon opinion à partir des avancées concrètes permises par le Front de gauche, de l'analyse des échéances électorales abordées dans ce cadre et tous les échanges que j'ai eus avec les communistes et nos partenaires. J'ai beaucoup évalué la situation contrairement à ce que j'entends ici ou là, et je considère encore aujourd'hui que les potentiels comme les risques de l'un ou l'autre de ces choix doivent être pesés avec sérieux jusqu'à la conférence nationale.

En les ayant pesés, je pense que la candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires, un accord qui garantisse le respect d'engagements collectifs à la hauteur des enjeux de la situation politique inédite que nous vivons, la diversité de notre rassemblement et la place majeure de notre parti.

## LE PROJET DU P.S.....

### ANCRÉ À GAUCHE ?

**Si l'on en croit les médias bien pensants, Martine Aubry a présenté, pour les échéances de 2012, un projet ancré à gauche ! Qu'en est-il exactement ?**

Prenons la question déterminante des salaires : Alors qu'il est urgent, impératif, d'augmenter le SMIC et les salaires, le PS ne propose qu'une vague conférence salariale annuelle... assortie d'un commentaire inquiétant : « .... La situation de la France ne permet pas d'envisager tout et n'importe quoi ! »

Sur l'emploi : rien sur les actions à mener contre les délocalisations. Plus grave, le C.D.I. n'est plus affirmé comme la norme, seules quelques pénalités sont envisagées pour les entreprises qui abusent de la précarité (sic) . Enfin, le PS nous ressort le plat des « emplois jeunes », emplois discriminatifs et précaires pour la jeunesse. Au nom de quoi n'aurait-elle pas le droit à de véritables emplois assortis de vrais salaires ?

Dans le domaine fiscal qui touche à la juste répartition des richesses créées, le projet du PS est consternant, s'inscrivant dans la logique capitaliste. Rien sur la taxation des revenus financiers, mais une proposition visant à fusionner l'impôt sur le revenu et l'injuste et inégalitaire C.S.G., chère à Rocard.

## PACTE POUR L'EURO :

### UNE OFFENSIVE CONTRE LES PEUPLES

C'est une nouvelle attaque contre les droits sociaux et la souveraineté populaire que le Conseil européen a engagé dans le cadre du «Pacte pour l'Euro». C'est un coup d'État contre la démocratie, un pacte contre l'Europe sociale.

### Un pacte contre les peuples

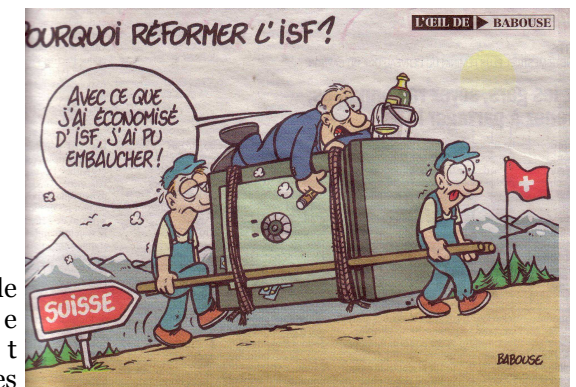
Leur objectif est de comprimer au maximum les salaires, de favoriser la précarité et la flexibilité, allonger l'âge de la retraite et adopter des plans d'austérité d'une brutalité insoutenable. Chaque année, les États devront rendre des comptes à la Commission européenne sur la base de 4 axes.

### Décryptage

- «Renforcer la compétitivité» - traduire par : comprimer et comparer les salaires, mettre en concurrence les travailleurs des pays européens.
- «Promouvoir l'emploi» - traduire par : favoriser la précarité et la flexibilité, plus connu sous le nom de «flexicurité».
- «Améliorer la viabilité des finances publiques» - traduire par : allonger l'âge de la retraite, casser les services publics et niveler par le bas les prestations sociales.
- «Renforcer la stabilité financière» - traduire par : plan d'austérités imposé aux pays qui ont recours à l'UE, la BCE et le FMI.

### Engageons, ensemble, une contre offensive

Nous engageons une initiative citoyenne pour collecter un million de signatures en Europe : pour obtenir l'ouverture d'un débat officiel sur les propositions exposées ci-dessus. Cette initiative, c'est le devoir de la gauche de relever ce défi. Le PCF, au sein du Parti de la gauche européenne entend mener le combat avec le Front de gauche et toutes les forces démocratiques et sociales en France.



Une telle mesure pourrait avoir des conséquences très négatives sur le financement de la protection sociale, ouvrant la voie à une proposition que portent certains socialistes, celui d'une TVA dite sociale qui exonérerait totalement le patronat de ses responsabilités.

Enfin, et c'est certainement le plus préoccupant, le texte du PS est sans ambiguïté sur ce que nous pouvons attendre de son candidat si le Front de Gauche ne parvenait pas à bousculer la donne : « ... Les dépenses publiques connaîtront une progression nettement inférieure à la croissance, conformément aux souhaits du nouveau pacte européen ! »

La crédibilité d'un programme se voulant de gauche peut-elle être mesurée à son degré de soumission aux exigences européennes actuelles ? Autrement dit, accepter l'inacceptable parce que c'est conforme aux souhaits du pacte « Merkel/Sarkozy » !

**VOUS AVEZ DIT « ANCRÉ À GAUCHE ». CE N'EST PAS CE PROJET QUI NOUS FERA RENONCER À L'IDÉE D'AVOIR UN CANDIDAT FRONT DE GAUCHE À LA PRÉSIDENTIELLE.**

## Le PCF LANCE UNE GRANDE CAMPAGNE CONTRE LA VIE CHERE

## Hausses en tout genre, Stagnation des salaires et des pensions... **RENDEZ-NOUS L'ARGENT VOLÉ DANS NOS POCHE !**

Derrière le «président du pouvoir d'achat» se cache le président des riches. Depuis 2007, Nicolas Sarkozy n'a fait qu'enfoncer le pays et fragiliser l'économie nationale en sacrifiant la production des richesses aux intérêts du capitalisme financier.

### UN CONSTAT ACCABLANT

Des millions de Français ne pensent plus qu'à boucler la fin du mois, certains avec à peine 750 euros mensuels quand des patrons licencieurs et spéculateurs empochent 150 fois plus, quand actionnaires et traders se partagent la plus grosse part du gâteau des 83 milliards d'euros de profits du CAC 40. Nicolas Sarkozy est le président de l'injustice sociale et du pouvoir d'achat pour les plus riches.

### DES FOYERS ASPHYXIÉS

Les prix sur les produits alimentaires vont augmenter jusqu'à 20% sur certaines étiquettes, le gaz a augmenté de 60% depuis 2004, le prix du litre d'essence bat des records, l'énergie a augmenté de 14% en 1 an... la liste n'est malheureusement pas exhaustive. Les chiffres concernant le logement sont alarmants. Près d'un tiers des revenus des foyers français à peine empochés, part chaque mois directement dans le paiement du loyer et des charges. De 2,9 à 3,5 millions de femmes et d'hommes vivent dans des logements indignes ou sont sans-abris, dénonce la Fondation Abbé-Pierre.

### LE PCF PROPOSE

- De reprendre le pouvoir sur l'argent. Il faut en finir avec les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales et avec les exonérations fiscales. Il faut taxer les revenus financiers des entreprises.
- De réévaluer l'ensemble des salaires, des indemnités du chômage et des retraites et les indexer sur l'évolution du coût de la vie
- D'augmenter le SMIC à 1 600 euros bruts par mois pour 35h
- D'augmenter les minimas sociaux fixés en référence au SMIC
- De sortir le logement de l'emprise de la loi du marché et de la spéculation en limitant le montant des loyers à 20% des revenus familiaux. D'interdire les expulsions locatives de toute personne et famille en difficulté économique et sociale. Nous interdirons toute coupure d'eau et d'électricité et gaz.
- D'établir pleinement les 35 heures sans annualisation, ni perte de salaire et avec les créations de postes qu'elles impliquent, notamment dans la fonction publique.
- La titularisation des 800 000 précaires de la Fonction publique
- De sécuriser les parcours de chacune et chacun dans l'emploi et la formation, avec continuité de revenu tout au long de la vie.



### Souscription de l'U.E.C.

**DEPUIS PLUSIEURS MOIS, L'UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES SE BAT POUR SORTIR D'UNE SITUATION FINANCIÈRE DIFFICILE, HÉRITÉE DU COÛT DES QUATRE ANNÉES DE LUTTE QUASI-ININTERROMPUE QUE NOUS VENONS DE VIVRE DEPUIS L'ÉLECTION DE N.SARKOZY.**

Des luttes contre la marchandisation du savoir au mouvement contre la réforme des retraites, cette période a vu notre organisation grandir de manière considérable : l'UEC est désormais présente dans une université sur deux, et nous n'allons pas nous arrêter là ! Etre un outil de victoire concrètes pour les étudiants, mener la bataille idéologique en organisant la Semaine du Marxisme dans un nombre croissant de campus, impulser les résistances internationales à la marchandisation du savoir lors du G8 des universités à Dijon, voilà les défis que nous voulons relever, et c'est pourquoi nous sollicitons aujourd'hui votre soutien.

**Pour faire un don :** envoyer un chèque à UEC, 2 place du Colonel Fabien, 75019 Paris. - Ordre « SUEC 94 ».

## ELECTIONS CANTONALES :

### **Que faut-il retenir des résultats des élections cantonales ?**

- **Tout d'abord, LE FORT TAUX D'ABSTENTIONS.** Il traduit l'écart grandissant entre les aspirations populaires et les réponses apportées par la politique. D'autant qu'au sujet de ces réponses, les citoyens n'ont le plus souvent que celles servies par les grands médias, bien peu ragoutantes.

Le fait est qu'un cruel manque de perspective à gauche – du fait du glissement à droite du P.S. et d'Europe Ecologie – conforte l'idée que VOTER ne sert plus à grand chose.

Ainsi, Sarkozy n'a même plus besoin de s'attaquer frontalement au suffrage universel, ce sont les électeurs qui, par découragement orchestré, s'en chargent !

- ensuite, **LA PROGRESSION INQUIÉTANTE DU FASCISME**, version blonde et Marine ! Il progresse de près de 3% et 35 départements ont accordé plus de 20% au F.N.

Comme en Italie et dans bien d'autres pays européens, la bête immonde a engagé sa mue populiste pour attirer les suffrages souvent des plus pauvres, mais aussi d'une classe moyenne, inquiète pour son avenir.

Ajoutons que Marine Le Pen a bénéficié de la part des médias, d'une scandaleuse et incroyable promotion médiatique. Dans les années 30, le patronat criait «plutôt Hitler que le Front Populaire !» On peut se demander si, aujourd'hui, ce n'est pas «plutôt Le Pen que le Front de gauche».

- Enfin, **LE REJET MASSIF DE L'U.M.P. ET DE NICOLAS SARKOZY** (sauf en Aveyron). L'U.M.P. perd près de 5% par rapport à 2004, année déjà catastrophique pour l'UMP. Ce résultat confirme le rejet massif de la politique de Nicolas Sarkozy.

### ET LA GAUCHE ?

Le P.S. obtient des résultats passables, perdant 1.3% par rapport à 2004 et 10 sièges. Sérieux avertissement pour lui et Europe Ecologie qui, alliés dans certains départements y compris au second tour avec, de façon implicite la complicité de la droite, pour battre les communistes. L'échec est cuisant.

Le P.C.F. dans le cadre du Front de gauche, sort renforcé. C'est le cas dans de nombreux départements : en Haute-Vienne, Hautes-Pyrénées, Seine Saint-Denis, Val-de-Marne, Allier...

EUROPE-ÉCOLOGIE progresse mais reste très en retrait de ses ambitions.

FRONT DE GAUCHE : des résultats encourageants. Après les européennes de 2009, les Régionales de 2010, le Front de gauche continue de progresser. Il obtient 9% contre 7.79% en 2004 pour le P.C.F. - Sur les seuls cantons où il était présent, le Front de gauche obtient 11% - Il gagne 11 élus par rapport à 2004 ET CE, MALGRÉ UNE INSUPPORTABLE CENSURE MÉDIATIQUE.

Des résultats encourageants n'autorisant néanmoins, eu égard aux enjeux, aucune espèce d'euphorie.

Beaucoup reste à faire, mais d'élection en election, tout indique que la stratégie Front de Gauche, est bien la plus pertinente.

### ET EN AVEYRON ?

**En 2004, le P.C.F. avait réalisé 4.9%**

**Le Front de Gauche vient de réaliser 6.6%**

**C'est un bon résultat, et dans ce contexte général, on retiendra les fortes progressions, entre autres, sur Saint-Affrique, Rodez-Est et Marcillac.**

**Le fait marquant reste malgré tout l'ÉCHEC du P.S. Aveyronnais. Beaucoup de suffisance, d'arrogance explique en partie un résultat qui va à l'encontre de la tendance nationale. Les mauvais résultats sur Millau et Rodez ne doivent-ils pas amener, mais c'est leur affaire, les socialistes aveyronnais, à se poser les bonnes questions et à apporter les bonnes réponses ?**



## SNCF :

### COORDINATION DES LUTTES DE DEFENSE ET DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE

Le 4 février 2011, à l'initiative de la section de Millau du P.C.F., s'est tenu dans la « cité gantière » un forum citoyen sur la défense de notre ligne SNCF, mais au-delà, sur la nécessité de coordonner les luttes de défense et de développement du service public ferroviaire – un peu à l'image de la coordination nationale de défense des hôpitaux publics de proximité, née à Saint-Affrique.

Depuis, les choses ont avancé. Des réunions se sont tenues à Paris en présence de notre camarade André PEREZ, de Gérard MAZET, responsable des transports du PCF, Didier LE RESTE, syndicaliste CGT des cheminots, Bernard DEFAIX, président de l'association «Convergences», Jacky TELLO, président du comité pluraliste, et bien d'autres camarades ou amis à la tête d'associations.



- Manif pour le rail à Neussargues -

Les questions suivantes ont été abordées :

- > Quelles convergences devons-nous travailler prioritairement ?
- > Quel périmètre ? Coordination oui, mais de quelle nature, avec quelle structuration ? Quelles cibles et quels objectifs ?
- > Quel calendrier ?

Au regard de ce qui est en jeu en matière de politique de Service Public et en prenant en compte les conséquences de la libéralisation du secteur ferroviaire que vivent au quotidien les usagers, les utilisateurs de la SNCF, dont les chargeurs du Fret, il convient, dans le cadre d'une coordination nationale, d'orienter notre action autour d'une plateforme nationale portant des choix politiques stratégiques comme, entre autres :

- ✓ le financement du Service Public ferroviaire avec la mise en place d'un Pôle Public financier ;
- ✓ l'état des infrastructures et les investissements publics nécessaires permettant la maintenance et la modernisation du réseau classique ;

✓ la décision d'un moratoire sur les fermetures de gares, de lignes, d'installations, les arrêts de train...

✓ l'arrêt des suppressions d'emploi de cheminots ;

✓ l'arrêt des transformations lourdes engagées dans l'activité Fret de la SNCF qui s'apparentent à une casse industrielle, économique, sociale et écologique organisée et planifiée. Nécessité de relancer la technique du « wagon isolé » (messagerie ferroviaire)

permettant de répondre aux besoins de transport de marchandises en tous points du territoire ;

- ✓ le retour à une politique tarifaire attractive débouchant sur une égalité de traitement et sur le droit au transport pour tous dans des conditions financières accessibles ;
- ✓ le maintien d'un haut niveau de sécurité ferroviaire qui ne doit pas devenir une variable d'ajustement des politiques libérales ;

✓ le refus de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire.

A l'issue de l'échange, les cibles à prioriser pour une coordination nationale des actions de défense et de développement du Service Public ferroviaire se sont précisées, dans l'objectif de peser le plus efficacement possible vis-à-vis :

- > du gouvernement et du Ministère de tutelle des Transports ;
- > de la direction de la SNCF
- > de la direction de RFF ;
- > des collectivités territoriales (Conseils Régionaux, ...).

Dans le débat, ont émergé d'autres idées, réflexions, propositions, comme l'enjeu des politiques de l'Union Européenne, la pression à mettre sur les décideurs politiques à tous les niveaux, la mobilisation des cheminots, l'établissement par les associations de cahiers de doléances, l'organisation à terme d'Etats Généraux ou Assises Nationales décentralisées débouchant sur la rédaction d'une Convention Nationale, une initiative centrale à Paris à l'automne, une demande d'audience au Ministère des Transports, l'enjeu de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2012...

**CONCRETEMENT, l'acte officiel de naissance de cette coordination devrait avoir lieu en juin (2<sup>ème</sup> quinzaine) dans le cadre d'un soutien à une manifestation nationale des cheminots. Un rendez-vous important sera donné à la fête de l'Humanité, tandis qu'un rassemblement national d'ampleur est envisagé pour cet automne.**



- 4 février, forum pour le rail à Millau -

## GAZ DE SCHISTE :

### NON, NON, MILLE FOIS NON ! MAIS OUI A QUOI ?

Plus de 5000 personnes à Nant (sud-Aveyron) pour dire NON au gaz de schiste. La mobilisation ne faiblit pas, obligeant l'UMP à manœuvrer en suspendant les permis de recherche et d'exploitation accordés en catimini par Borloo à Total et Schuepbach Energy.

Suspension ne voulant pas dire interdiction, personne n'est dupe. Le gouvernement a choisi de calmer le jeu à un an des présidentielles et des législatives. Mais les échéances électorales passées, l'exploration et l'exploitation de ces gaz non conventionnels pourraient revenir au goût du jour en dépit des conséquences environnementales dramatiques :

- Au niveau des paysages, donc du cadre de vie,
- Au niveau de l'atmosphère (maladies respiratoires, cancers)
- Au niveau des nappes phréatiques, par contre coup pour nos rivières et tous les systèmes hydrauliques de nos régions.

Reste que s'en tenir à un refus ne suffit plus et laisse la porte ouverte à toutes les confusions, à toutes les récupérations politiciennes, pouvant à terme déboucher sur des défaites lourdes de conséquences pour l'avenir de notre planète.

Les questions énergétiques posent aujourd'hui de grands enjeux de civilisations. Certaines ressources, comme le pétrole, s'épuisent. D'autres, font courir des



- Manif dimanche 17 à NANT -

risques pour les générations futures. Par ailleurs, des pays dits émergents, tels que la Chine ou l'Inde, deviennent des « mastodontes économiques » gros consommateurs d'énergie. A l'opposé, d'autres pays en manquant, et en France, 20 % des foyers en situation de misère ne jouissent pas de ce droit élémentaire : le droit à l'énergie ! De plus, le capitalisme étant ce qu'il est, la maîtrise des sources énergétiques constitue de graves facteurs d'instabilité.

La lutte contre le gaz de schiste en témoigne, nous ne pouvons nous contenter de dire NON ! Des alternatives - à moins de revenir au temps des bougies - sont à trouver et **nécessitent un grand service public, désétatisé, démocratisé, ayant entre autres missions, celui d'une VERITABLE RECHERCHE, indépendante des multinationales, seulement guidée par l'INTERET GENERAL**

### «BIENTÔT NOUS AURONS FAIM » C'est le titre du dernier livre de Gérard LE PULL

Le titre de ce livre n'a rien d'une provocation et l'auteur ne prétend nullement que les rayons de nos grandes surfaces seront vides dans les prochains mois. Mais la sélection par l'argent rend déjà difficile l'accès des populations pauvres au besoin vital de manger tous les jours.

Y compris dans les pays riches. L'enjeu majeur du XXI<sup>ème</sup> siècle sera de nourrir une population mondiale qui va passer de 7 à 9 milliards d'habitants dans un contexte de raréfaction des superficies agricoles disponibles, de réchauffement climatique, d'assèchement de certaines nappes phréatiques, de cherté du pétrole et du gaz dont l'agriculture intensive est une grande consommatrice.

Demain il faudra produire plus en utilisant moins d'engrais, de carburants, d'eau, de pesticides. Toutes les terres agricoles devront être utilisées de manière durable en fonction de leur potentiel agronomique. Cette agriculture de précision ne pourra plus être pilotée par seule «la main invisible du marché», elle-même motivée par la seule recherche du profit, comme l'imaginait Adam Smith au XVIII<sup>ème</sup> et comme veulent encore le croire les économistes libéraux. Ce livre explique comment il est possible de produire autrement et à moindre coût.

**Journaliste honoraire et spécialiste des dossiers agricoles, GÉRARD LE PULL collabore à plusieurs publications dont l'Humanité, l'Humanité Dimanche, l'hebdomadaire agricole et rural La Terre, le magazine syndical vie Nouvelle. A l'Humanité, il a obtenu le prix Artémis en 1997 pour un article sur le biotope du tétras lyre, puis le Grand prix du journalisme agricole en 1998 pour le portrait d'un vigneron.**



SARL-SAEP  
Société Aveyronnaise  
d'Édition Progressiste  
3, rue Antarès,  
12450 LA PRIMAUBE  
Tél. 05 65 69 55 00  
Gérante : CERLES Ghislaine-  
Directeur de publication :  
Guy DRILLIN  
Composition, impression :  
SAEP - C.P.P.A.P. :  
0906 P 11318